

LES INSURRECTIONS MÉDITERRANÉENNES¹

Gustave Massiah
juillet 2011

Les mobilisations méditerranéennes ont été une surprise². Elles constituent un événement, au sens fort du terme, difficilement prévisible, sauf à posteriori, et qui ouvre de nouveaux avenir. Le vent nouveau parti de Tunis s'est d'abord propagé en Egypte. Il s'est étendu à toute la région Maghreb-Machrek. Il a traversé la Méditerranée et s'est propagé en Europe du Sud. Mais il affleure dans toutes les régions du monde. Ce nouveau cycle de révolutions s'est traduit par une réappropriation de l'espace public et a donné un sens nouveau à la ville.

Une réponse des peuples à la crise de la mondialisation capitaliste

Ces mobilisations sont une réponse à la situation de crise officiellement ouverte depuis 2008 et aux politiques d'austérité qui se sont encore accentuées à sa suite. Elles montrent que parallèlement et contradictoirement aux tendances autoritaires et conservatrices, les mobilisations populaires ouvrent de nouvelles voies. Elles mettent en lumière l'évolution des contradictions sociales. Elles révèlent la culture politique d'une nouvelle génération. Elles mettent en évidence les formes de ces révolutions urbaines. Elles marquent l'évolution des régions et l'ouverture d'une nouvelle phase de la décolonisation.

Ces révolutions et ces mobilisations mêlent plusieurs échelles : locales bien sûr, nationales aussi, au niveau des grandes régions et mondiales. L'effervescence se saisit des places et des villes. Elle se noue dans chaque pays à travers les spécificités nationales qui déterminent les issues politiques. Elle s'élargit au niveau des grandes régions qu'elle recompose. Elle trouve son sens à l'échelle du monde.

Nous savions déjà que nous étions en situation de crise : crise du néolibéralisme en tant que phase de la mondialisation capitaliste ; crise des fondements du système capitaliste ; crise de la civilisation occidentale et de son hégémonie. Les insurrections définissent une réponse des peuples à la situation mondiale.

Les revendications qui s'expriment à partir des places rejoignent des mots d'ordre partagés par les mouvements dans tous les pays du monde et à l'échelle mondiale. Il s'agit d'abord de la question sociale ; du refus de la corruption ; des libertés ; de l'indépendance. Ces mouvements explicitent, renouvellent et approfondissent les

¹ Article à paraître dans la revue urbaine CITY (<http://www.city-analysis.net/>)

² Les insurrections révolutionnaires du Maghreb et du Machrek : cinq premières leçons. Intervention du 2 Mai 2011 - Bourse du travail – Paris. Diffusé par l'Agence im-média sur la page Facebook de l'Inter-collectif de Solidarité avec les luttes des peuples du monde arabe www.facebook.com/pages/Comité-de-Solidarité-avec-la-Lutte-du-Peuple-Egyptien/186252268073586#!/pages/Intercollectif-de-solidarité-avec-les-luttes-des-peuples-du-monde-arabe/121147407964720 et sur <http://egyptesolidarite.org/>

contradictions de la situation actuelle : la prédominance des contradictions sociales entre les couches populaires et les oligarchies ; l'explosion des inégalités sociales et de la corruption ; les contradictions idéologiques autour de la question primordiale des libertés ; les contradictions géopolitiques liées à l'hégémonie occidentale. Les contradictions écologiques ne sont pas absentes, notamment autour des questions des matières premières, de la terre et de l'eau, mais elles sont moins explicitement présentes que dans d'autres mouvements en Amérique Latine ou en Asie.

Les insurrections mettent en lumière l'évolution des contradictions sociales. Elles révèlent que les oligarchies ont divisé les classes dominantes. Dans la région du Maghreb et du Machrek, elles se sont réduites à des clans affairistes qui se sont appuyés sur les polices, les milices et les services secrets pour s'autonomiser par rapport aux armées qui les avaient mis au pouvoir. Elles soulignent que la corruption a changé qualitativement de nature avec la concentration de montants fabuleux dans les mains de l'oligarchie. Elle est la résultante structurelle du néolibéralisme et elle gangrène l'économie et la politique mondiale.

Ce qui émerge à partir des places, c'est une nouvelle génération qui s'impose dans l'espace public. Il ne s'agit pas tant de la jeunesse définie comme une tranche d'âge que d'une génération culturelle qui s'inscrit dans une situation et qui la transforme. Elle met en évidence les transformations sociales profondes liées à la scolarisation des sociétés qui se traduit d'un côté par l'exode des cerveaux, de l'autre par les chômeurs diplômés. Les migrations relient cette génération au monde et à ses contradictions en termes de consommations, de cultures, de valeurs. Les résultats sont certes contradictoires mais réduisent l'isolement et l'enfermement. Les chômeurs diplômés construisent une nouvelle alliance entre les enfants des couches populaires et ceux des couches moyennes.

Cette nouvelle génération construit par ses exigences et son inventivité, une nouvelle culture politique. Elle modifie la manière de relier les déterminants des structurations sociales : les classes et les couches sociales, les religions, les références nationales et culturelles, les appartenances de genre et d'âge, les migrations et les diasporas, les territoires. Elle expérimente de nouvelles formes d'organisation à travers la maîtrise des réseaux numériques et sociaux, l'affirmation de l'auto-organisation et de l'horizontalité. Elle tente de définir, dans les différentes situations, des formes d'autonomie entre les mouvements et les instances politiques.

C'est à l'échelle nationale que se définissent les rapports aux États, aux institutions et aux instances politiques, que se nouent les alliances et que se dénouent les situations, que se construisent les transitions. Pour autant, l'échelle de la Région est d'un grand intérêt. Les situations spécifiques nationales ne sont pas abolies par l'échelle de la Région. La démocratisation se déploie à l'échelle des régions géoculturelles comme on a pu le voir dans d'autres régions. C'est à l'échelle de la Région Maghreb-Machrek que les peuples se sont révoltés. Ils ont dévoilé la nature des dictatures et le rôle qui leur était dévolu par l'hégémonie occidentale : la garantie de l'accès aux matières premières ; la garantie des accords militaires et notamment des traités avec Israël ; le « *containment* » de l'islamisme ; le contrôle des flux migratoires. Ce dévoilement traduit une prise de conscience et participe de l'abolition des impossibilités. Une nouvelle approche est indispensable et devient possible. Comme un peuple se construit par l'histoire de ses luttes, une région se construit

aussi à partir de ses transformations et de la convergence de l'action de ses peuples. C'est la construction d'une région Maghreb Machrek qui est en cours. Plus large que la région arabe, elle est aussi plus diverse ; elle s'inscrit dans l'arc des crises qui va de la Méditerranée jusqu'à l'Iran et l'Afghanistan. C'est aussi la construction d'une région Méditerranée³ qui s'amorce. La Méditerranée qui s'est construite comme un réseau de cités et un creuset de civilisations⁴ et qui peut se redéfinir comme un nouvel enjeu de civilisation.

Le mouvement cherche ses formes dans toutes les grandes régions du monde. Il a impétueusement débordé en Europe du Sud. Dans des dizaines de villes, des campements d' « indignés » ont envahi les places. Particulièrement en Espagne, sur la place de Puerta del Sol à Madrid ; en Catalogne, à Barcelone devant le Parlement ; au Portugal sur la place Praça do Rossio à Lisbonne ; en Grèce sur la place Syntagma. Cette mobilisation a exprimé la colère face à la détérioration des conditions de vie et à la mise en place des plans d'austérité. Elle prend acte de l'incapacité des institutions et des forces politiques à apporter des réponses face à la crise économique, sociale et environnementale. Quelques formulations⁵ en témoignent : *pour une vraie démocratie maintenant, il faut créer des places ; Nous ne sommes pas des marchandises dans les mains des banquiers ou politiciens ; Nous sommes des personnes courantes et ordinaires ; L'impossible ne peut qu'advenir.*

Ce qu'il y a de nouveau est en gestation ; il n'est pas prédéterminé. Une part de ce qui est nouveau cherche son chemin à l'échelle des régions et n'est visible qu'à l'échelle d'une génération. En Europe du Sud, il y a une trentaine d'années, les sorties des dictatures ont été rattrapées par des régimes ralliés au néolibéralisme qui ont montré les limites de la démocratisation. Cette situation dévoile l'impasse européenne et l'évolution de la nature de l'Europe qui est à réinventer. L'Amérique latine est sortie des dictatures il y a moins de trente ans. Elle a connu une période de démocraties bourgeoises limitées et sous contrôle États-unien. Mais, dans ce processus, de nouveaux mouvements sociaux et citoyens se sont développés, modifiant la situation dans de nombreux pays et dans la Région. De même, les nouveaux mouvements sociaux et citoyens vont émerger dans la région Maghreb-Machrek. En Europe, rappelons les révolutions de 1848, celles du printemps des peuples. Sans internet, les insurrections parisiennes s'étaient propagées en quelques jours à toute l'Europe. Trois ans après, elles étaient écrasées pays par pays. Trente ans après, les États-Nations s'étaient imposés dans toute l'Europe.

³ Raymond Benhaim, Ghazi Hidouci et Gustave Massiah « Méditerranée 2030, évolution écologique, économique sociale et politique, » Mai 2008, Communication à la Biennale de Venise 2008. Résumé publié dans « Médinas 2030 », Ed Harmattan, Paris, 2010

⁴ Citons Fernand Braudel qui nous invite à reconnaître trois civilisations pour la Méditerranée : « L'Occident tout d'abord, peut-être vaut-il mieux dire la chrétienté, vieux mot trop gonflé de sens, peut-être vaut-il mieux dire la Romanita ... Le second univers c'est l'Islam, entre immensité qui commence au Maroc et ira au delà de l'Océan Indien jusqu'à l'Insulinde ... Aujourd'hui le troisième personnage ne découvre pas aussitôt son visage, c'est l'univers grec, l'univers orthodoxe ... » Fernand Braudel (dir.), Filippo Coarelli, Maurice Aymard, La Méditerranée, L'Espace et l'Histoire, Ed Flammarion, coll. Champs, 1985

⁵ Les citations dans cet article sont issues de nombreuses sources relatant les événements, notamment : L. Lamant, 2011.

Espagne : avec la « République des indignés ». Mediapart, 26 mai 2011.

www.mediapart.fr/journal/international/260511/espagne-avec-la-republique-des-indignes ; J.M. Antentas et E. Vivas, 2011. La révolte des indigné-e-s. Notes depuis la Plaza Tahrir de Barcelone. <http://esthervivas.wordpress.com/francais/> ; Yorgos Mitralias, site du comité grec : <http://www.contra-xreos.gr/> ; Marta Malo de Molina (Precarias a la deriva, 15-M) <http://madrilonia.org/?p=2241> ; Raoul Guillen, Le Monde Diplomatique, juillet 2011

La dimension urbaine des insurrections méditerranéennes

En 2008, la crise a commencé avec une crise immobilière, celle des *subprimes* aux États-Unis. Ce n'était pas un accident. A partir du début des années 80, la revalorisation des profits passe par la lutte contre l'inflation, la montée du chômage et la précarité. Pour compenser la baisse des revenus salariaux qui servaient de moteur à la croissance, le maintien de la consommation populaire est relancé par l'endettement, particulièrement sur les logements, qui vire au surendettement multiplié par la bulle des placements spéculatifs. Le logement est au centre de la crise. La production des logements sociaux est remise en cause par les privatisations et la mise à la casse de l'État-social. L'accès au logement qui était fondé sur un salaire stable devient très difficile ; les ménages sont obligés d'emprunter à n'importe quelles conditions. Le logement est au centre des difficultés des couches populaires dans tous les pays méditerranéens. Au Maghreb et au Machrek, il participe d'une véritable souffrance populaire. En Espagne, le logement fait partie des six thèmes prioritaires mis en avant par le mouvement des *indignados* : « la classe politique, les banques, les services publics, la démocratie participative, les impôts, le chômage et le logement »⁶. Après la levée du campement de Puerta del Sol, le mouvement anti-expulsions se développe très vite. La « Plateforme des personnes affectées par l'hypothèque » met en cause les banques « qui ont cherché à placer leurs produits à tout prix et à endetter les gens à vie ». Parmi les mots d'ordre : « Ce n'est pas une crise, c'est une escroquerie » et aussi « Sans maison, sans boulot, sans retraite, sans peur »

La dimension urbaine ne se limite pas au logement. Les insurrections mettent en cause la ville néolibérale et redonnent un sens à la ville. Le modèle néolibéral installe les nouveaux lieux de pouvoir dans les centres villes : siège des multinationales et galeries commerciales remplacent la mairie, l'église et le tribunal. La spéculation foncière accentue la ségrégation spatiale qui est au cœur du modèle. Les couches populaires sont cantonnées dans des quartiers socialement et ethniquement homogènes ou rejetées en périphérie lointaine. Les transports urbains élargissent l'exil et allongent les temps contraints. L'espace public est géré par un urbanisme sécuritaire. Le stationnement devient un délit ; les rassemblements dans les halls d'immeuble, les squats, les mendiants, le racolage, les sans-abri sont interdits et pourchassés. La corruption s'affiche avec ostentation, à l'image de la narco-architecture, l'architecture du blanchiment, dont les exemples les plus visibles sont en Colombie à Medellin ou à Dubaï.

Les mouvements sociaux ont mis en échec l'injonction permanente à circuler qui caractérise la ville néolibérale⁷. La recherche de mobilité ne caractérise pas que la ville néolibérale. Elle marque le rapport entre industrialisation et urbanisation qui marque la ville capitaliste. David Harvey fait remonter la rupture dans l'évolution de la ville occidentale au modèle haussmannien⁸. La ville est réorganisée en perçant des boulevards qui permettent de rétablir l'ordre et de cerner les quartiers populaires d'où étaient parties les insurrections parisiennes de 1789, 1830 et 1848. L'alliance avec la

⁶ Manifeste de « Democracia Real Ya! », www.democraciarealya.es/?page_id=88, en espagnol ; <http://rebellyon.info/Manifeste-du-collectif-espagnol.html#nb1>, en français

⁷ Max Rousseau, Le mouvement des immobiles, Le Monde Diplomatique, juillet 2011

⁸ David Harvey, The condition of postmodernity, Blackwell, Londres, 1989, cité par Max Rousseau dans Le Monde Diplomatique juillet 2011

bourgeoisie foncière organise la promotion privée. La destruction des quartiers populaires envoie les ouvriers vers les banlieues. Elle permet, par la remise en cause de la production artisanale, de préparer les marchés et la main d'œuvre pour le capitalisme industriel. La montée en puissance du mouvement ouvrier s'est traduite par un compromis social qui s'est concrétisé de 45 à 80 dans un nouveau modèle urbain qui avait été formalisé par la Charte d'Athènes. Par rapport à ce modèle de la ville fordiste qui combinait le zoning et l'automobile avec la stabilité, les équipements publics, l'éducation et la santé, la ville néolibérale marque une nouvelle étape dans la précarité et l'insécurité. La logique qui s'impose, celle du néolibéralisme, est celle de la subordination au marché mondial des capitaux, aux profits à court terme, à la mobilité et à l'accélération⁹.

Par rapport à cette évolution, certains réseaux contestent la mobilité et avancent des propositions qui cherchent à ralentir la ville. Parmi eux, Reclaim the street inspiré des TAZ (Zones autonomes temporaires) ; le réseau des villes lentes, Citta slow qui regroupe des villes qui s'engagent à ralentir le rythme de vie et à organiser des villes facilitant la rencontre et la solidarité ; le réseau des villes en transition qui préconise de réduire les émissions de gaz à effet de serre et d'augmenter la résilience par les relocalisations. En occupant les places, les mouvements réinvestissent le centre des villes. Ils retrouvent ainsi la réaction des mouvements insurrectionnels, celle qui consiste à passer du « pouvoir de la rue » à l'occupation des lieux symboliques du pouvoir. Se réapproprier les places et s'installer dans l'espace public. L'affirmation « Nous ne bougerons plus » indique la forme de la résistance et la décision d'inscrire le mouvement dans la durée.

Les villes de l'intérieur ont joué un rôle majeur dans les insurrections¹⁰. En Espagne, au Portugal, en Grèce les mouvements se sont déployés dans des dizaines de villes. Au Maghreb et au Machrek, l'urbanisation des villes de l'intérieur a été marquée par une exceptionnelle croissance urbaine accompagnée d'une grande misère et d'une souffrance humaine. C'est un nouveau territoire de citoyenneté par rapport aux élites urbaines des villes côtières tournées vers l'extérieur et l'exportation. Ces révoltes de l'intérieur renouent avec une tradition arabe ; les nouvelles dynasties, venues des oasis remettaient en cause les dirigeants des villes de la côte, trop corrompues. La culture urbaine des villes de l'intérieur est composite ; elle s'appuie encore sur les solidarités familiales, parfois claniques, qui irriguent les campagnes et les sociétés. La jeunesse des villes en se révoltant affirme « constatons le dépérissement », « vidons les écuries » et « innovons politiquement ». Dans les grandes villes au Caire et à Tunis les campements sont des espaces où se retrouvent les contradictions de toute la société, entre femmes et hommes, religieux et laïques, classes moyennes et couches populaires.

La culture politique est une culture urbaine. Les mouvements ne sont pas spontanés. Ils ont été préparés par les mobilisations très actives des années précédentes et agrègent presque tous les mouvements de contestation. Au Maghreb et au Machrek, ils ont pris le relais des luttes ouvrières. Dans les villes de l'intérieur, ils se sont appuyés sur les syndicats locaux qui se sont autonomisés par rapport aux directions syndicales contrôlées par les clans au pouvoir. Ils se sont appuyés sur les mouvements de femmes qui lui ont donné sa profondeur. Ils ont intégré les

⁹ Paul Virilio, Vitesse et politique Ed Galilée 1977 ; Le grand accélérateur Galilée 2010

¹⁰ Raymond Benhaim et Ghazi Hidouci, Les villes méditerranéennes portent les ruptures politiques arabes, Paris, mai 2010

associations étudiantes, les associations de défense des droits, les associations professionnelles (avocats, juges, journalistes). En Espagne, ils ont intégré les mouvements de jeunes comme « Juventud si futuro » et les « hackers » engagés dans les actions sur internet, les mobilisations contre la guerre en Irak ou contre les réformes de l'enseignement supérieur. On y retrouve les écologistes, les féministes, les travailleurs sociaux et les centres sociaux occupés et autogérés ; les associations d'éducation populaire, les associations de soutien aux migrants. Une grande partie de ces mouvements est engagée depuis plusieurs années dans le mouvement altermondialiste. Les courants islamistes qui n'avaient pas vu venir le mouvement se sont divisés ; ils sont confrontés à une évolution des sociétés qui remet en cause leurs prétentions à représenter toute la société. Cette nouvelle situation pèsera sur leurs évolutions.

Les mouvements insurrectionnels ont renouvelé les formes de mobilisation, ils ont pour une part muté. L'auto-organisation des campements a concrétisé une capacité de construire une unité en mouvement capable de relier les composantes les plus diverses des peuples. Cette unité se construit avec les tentatives de construire des consensus et de ne pas s'en remettre à des leaders. Au-delà de l'inventivité des modalités, avec les facilitateurs et les modérateurs qui se dégagent, il s'agit d'une volonté continue de reconnaître la diversité. On retrouve, là aussi, une tendance qui caractérise la culture politique développée dans les forums sociaux mondiaux.

De nouveaux avènements possibles

Les insurrections méditerranéennes portent une espérance révolutionnaire. Il faut reconnaître que nous sommes dans une situation révolutionnaire. Au sens que lui donnaient Lénine et Gramsci : « quand ceux d'en bas ne veulent plus être gouvernés et quand ceux d'en haut ne peuvent plus gouverner ». C'est ce qui s'exprime aujourd'hui sur les places de la Méditerranée. C'est ce qui a été reconnu sur bien d'autres places du monde. Ce qui est en gestation dans ce nouveau cycle de révolutions n'est pas encore déterminé. Quelques pistes peuvent être dégagées.

Au-delà de la démocratisation, étape nécessaire aujourd'hui, une orientation alternative à la mondialisation capitaliste est aujourd'hui en gestation. Elle doit répondre aux contradictions ouvertes ; les contradictions sociales, écologiques, géopolitiques, démocratiques. Une orientation s'est dégagée dans les forums sociaux mondiaux par rapport à la logique dominante de la subordination au marché mondial des capitaux. Il s'agit de mettre en avant, pour organiser chaque société et le monde, l'accès aux droits pour tous et l'égalité des droits¹¹. Elle correspond à la liaison entre justice sociale et urgence écologique qui nécessite de nouveaux rapports sociaux de production et de consommation. Elles marqueront les transformations structurelles des villes.

Un autre enjeu majeur est celui d'une nouvelle phase de la décolonisation qui correspondrait au passage de l'indépendance des États, qui a caractérisé la première phase de la décolonisation, à l'autodétermination des peuples. Comme le précisait dès 1976 la Charte des droits des peuples¹², chaque peuple a droit à

¹¹ Gustave Massiah, Une stratégie altermondialiste, Ed la Découverte, Paris, 2011

¹² Déclaration universelle des droits des peuples, proclamée à Alger en 1976, publiée par les Editions François Maspéro, Paris 1977

l'autodétermination externe contre toute forme de dépendance extérieure. Il a droit aussi à l'autodétermination interne, c'est-à-dire à un régime démocratique, au sens d'un régime qui garantisse les libertés individuelles et collectives. Cette nouvelle phase de la décolonisation ne se réduit pas à la montée en puissance des pays dits émergents. Elle se construit dans la convergence des mouvements qui a progressé dans l'espace des Forums sociaux mondiaux et auxquels participent activement de nombreux mouvements de la Région Maghreb Machrek. Ce qu'apportent de nouveau les révolutions de la Région, c'est l'actualité et l'importance de la convergence des peuples en mouvement. Cette nouvelle phase de la décolonisation va mettre sur le devant de la scène les questions de l'épuisement des ressources naturelles, particulièrement de l'eau, du climat, de la biodiversité, du contrôle des matières premières et de l'accaparement des terres. C'est aussi une nouvelle révolution urbaine qui se déploie dans les pays de ce qu'on appelait le Sud. C'est une révolution urbaine mondiale qui bouleverse l'armature urbaine mondiale, les rapports entre villes et campagnes et les équilibres écologiques.

La question centrale posée par ce nouveau cycle de révolutions est la question démocratique. Elle est confirmée comme un impératif qui doit être complètement repensé. Les peuples des places affirment que la revendication des libertés est universelle et définissent la démocratie comme le système qui dans chaque situation préserve et élargit les libertés individuelles et collectives. Ils expérimentent de nouvelles manières de lier l'individuel et le collectif. C'est peut-être à ce niveau que les réseaux sociaux divers portent de nouvelles cultures, à l'instar des collectifs de logiciels libres capables de mener collectivement des luttes offensives tout en sauvegardant jalousement l'indépendance des individualités. Ce mouvement prolonge et renouvelle le cycle des révolutions des années 1968. Cette période, de 1965 à 1973, avait vu l'alliance entre les jeunes scolarisées et les classes ouvrières, à un niveau international¹³, et notamment, en Italie, en France, en Allemagne, en Tchécoslovaquie, au Mexique, au Sénégal, ... Le retour sur cette période permet de se souvenir qu'après les événements révolutionnaires, s'ouvre souvent une période de reflux, voire de restauration. Ainsi de Mai 68 qui verra la fougue des libertés retournée dans l'individualisme, la passion de l'égalité recyclée dans l'élitisme, l'amour de l'universel confondu dans l'occidentalisation, l'imagination canalisée par la marchandisation. Toutes les révolutions sont inachevées mais leur impulsion continue à progresser à travers les mouvements d'émancipation. Les insurrections méditerranéennes remettent l'impératif démocratique au centre du débat mondial de la transformation des sociétés et du monde.

La culture politique des places mêle l'utopie et le réalisme. Elle pointe les limites inacceptables et les faux-semblants des démocraties réellement existantes. Elle révèle que la corruption est le point d'arrivée de la fusion entre le pouvoir politique et le pouvoir économique, de la subordination du politique à l'économique. De là découle la méfiance par rapport aux gouvernements et aux institutions existantes sous leurs différentes formes : « Ils ne nous représentent pas ». La réappropriation de l'espace public est une revendication de souveraineté populaire. Les places renouvellent les agoras. On occupe et on échange, mais ce n'est pas pour le vote, toujours nécessaire mais rarement suffisant. Le consensus est une forme de politique participative. « On apprend quelque chose tous les jours » et « si on revient

¹³ Gustave Massiah, *Mai 68 dans le monde, Une déferlante commune au-delà des spécificités nationales*, Octobre 2007 ; rédigé pour l'introduction du *Dictionnaire de mai 68*, dirigé par Jacques Capdevielle et Henri Rey, (Paris, Larousse, mars 2008)

c'est pour voir les gens s'écouter les uns les autres et tenter de faire aboutir quelque chose ».

Ce n'est pas un changement du rapport au politique mais un processus de redéfinition du politique. À commencer par la question du pouvoir. Les révolutions arabes ont montré la supériorité des insurrections populaires qui prennent la forme d'une « non-violence de masse, active et pacifique » qui est la forme achevée de la violence de masse. Elle n'est pas toujours possible ; le jeu des pouvoirs dominants est de la faire basculer par la répression vers une forme de guerre pour revenir à un théâtre classique de négociations entre des élites. Les occupants des places ne se considèrent pas en mesure de prendre le pouvoir d'État et de définir un programme à appliquer. Ils innovent en se positionnant comme un contrôle citoyen de masse, vigilant et attentif. « Si on va lentement, c'est qu'on va loin ». Ils font le pari de ne pas s'épuiser. Et que d'autres prendront le relais pour aller plus loin dans le cas d'une reprise en main par les pouvoirs ligués contre ce désir de démocratie réelle. Au Moyen Age, la résistance au féodalisme affirmait déjà « l'air de la ville rend libre ». La révolution urbaine à venir pourra porter des valeurs renouvelées, celles des libertés et de la démocratie. « Nous dormions, nous nous sommes réveillés : Place occupée »